



SONDAGE SUR LES COMMUNICATIONS MINISTÉRIELLES 2006

RAPPORT FINAL

RESUMÉ	2
RÉSULTATS DÉTAILLÉS	3
Les préoccupations internationales	3
Les régions et leur importance pour le Canada	4
Les pays et leur importance pour le Canada	5
La connaissance du Ministère	6
Le rendement du Ministère	7
<i>Représenter les intérêts du Canada sur la scène internationale</i>	7
<i>Promouvoir la paix et la sécurité dans le monde</i>	8
<i>Aider les voyageurs canadiens à l'étranger</i>	8
<i>Promouvoir les droits de la personne à l'échelle internationale</i>	9
<i>La lutte contre la pauvreté dans le tiers-monde</i>	10
<i>La réputation internationale du Canada</i>	10
Les relations entre le Canada et les États-Unis	11
Les Nations Unies	11
Les priorités de la politique internationale	12
<i>La première priorité</i>	12
<i>La deuxième priorité</i>	13
L'importance du Canada au cours de la prochaine décennie	14
Les facteurs qui influent sur la politique étrangère du Canada	14
Méthodologie	15

RÉSUMÉ

Le sondage annuel sur les communications ministérielles porte sur la connaissance des répondants à l'égard de dossiers internationaux pertinents et d'actualité – problèmes mondiaux, régions et pays importants pour le Canada – de même que la connaissance des Affaires étrangères et Commerce international Canada (MAECI), du rendement du MAECI, des relations canado-américaines, des Nations Unies, des priorités de la politique étrangère, de la position du Canada sur l'échiquier mondial et des facteurs déterminants pour la politique étrangère.

Dans une optique internationale, l'environnement et la guerre sont les grandes préoccupations des Canadiens. L'Afghanistan, absent du radar public ces cinq dernières années, inquiète maintenant beaucoup les Canadiens. Les préoccupations suscitées par le terrorisme et la pauvreté dans le monde sont demeurées stables dans les sondages des deux dernières années.

Les Amériques continuent d'être la région la plus importante pour les Canadiens, suivie de très près par l'Afrique. L'Asie est très importante pour les Britanno-Colombiens, mais beaucoup moins pour le reste du Canada. Quant à l'Europe, elle a perdu l'importance qu'elle a déjà eue aux yeux du public.

L'Asie, en tant que région, est beaucoup moins importante pour le public que les Amériques et l'Afrique; mais cela n'empêche pas la Chine de se classer au deuxième rang, tout juste derrière les États-Unis, au titre de pays le plus important pour le Canada. L'Afghanistan est en train de devenir une priorité majeure de la politique étrangère pour les Canadiens.

Le public connaît assez mal le Ministère. La plupart des Canadiens se disent peu familiers avec ses activités, et une forte majorité des répondants sont incapables de le nommer correctement.

Les Canadiens croient cependant que le Ministère est sur la bonne voie et lui accordent une note élevée pour son rendement à l'égard d'un large éventail d'indicateurs, notamment la représentation des intérêts du Canada à l'étranger, la promotion de la paix et de la sécurité mondiales, l'aide aux voyageurs canadiens à l'étranger, la promotion internationale des droits de la personne et la position du Canada dans le monde. Le Ministère obtient cependant une note beaucoup plus basse pour ce qui est de la lutte contre la famine dans le monde et la pauvreté dans le tiers-monde.

Si la satisfaction du public à l'égard des relations canado-américaines est considérablement plus élevée en 2006 qu'en 2005, cela est dû en partie à un changement dans la liste des réponses possibles à cette question. Malgré tout, les Canadiens ont le sentiment que les relations avec le plus important partenaire commercial du Canada se sont améliorées.

Les avis sont partagés à peu près également en ce qui concerne le rendement des Nations Unies (ONU). Bien qu'ils soient de plus en plus nombreux à penser que cette organisation est inefficace, les Canadiens croient encore en elle et déclarent que, une fois réformée, elle pourrait devenir une institution multilatérale efficace.

La reconstruction post-conflit dans les zones déchirées par la guerre ainsi que la lutte contre le terrorisme sont les deux grandes préoccupations sur le plan de la politique étrangère. La réforme de l'ONU est citée également comme une priorité, tout comme l'affirmation de la souveraineté du Canada sur le passage du Nord-Ouest et l'Arctique, l'amélioration des relations avec les États-Unis ainsi que la préparation à une pandémie de grippe.

Les Canadiens s'attendent à ce que la position du Canada sur la scène internationale s'accroisse au cours de la prochaine décennie. Le pourcentage de répondants qui sont de cet avis est demeuré le même ces deux dernières années.

Les Canadiens estiment, et de loin, que les relations avec les États-Unis sont le plus important facteur à influencer sur la politique étrangère du pays. Une minorité quand même notable estime par ailleurs que cette politique est dictée par des considérations économiques, les événements mondiaux, les valeurs canadiennes et les intérêts dans le domaine de la sécurité.

RÉSULTATS DÉTAILLÉS

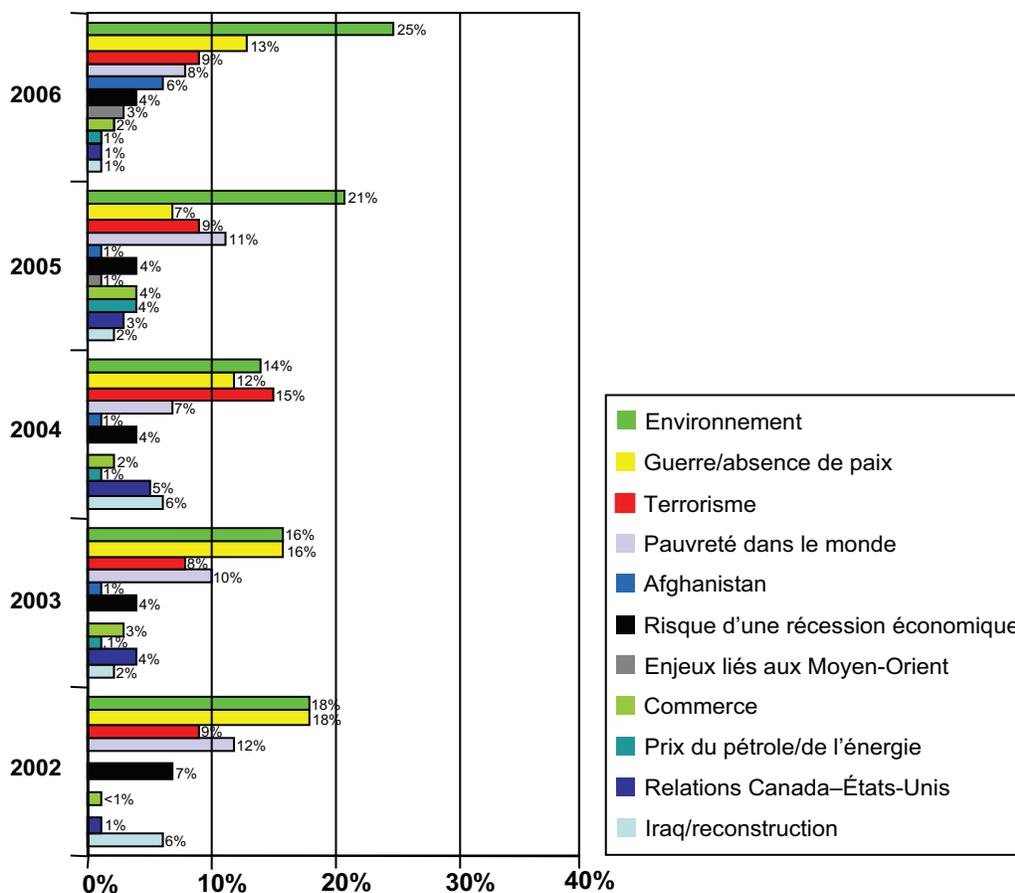
Les préoccupations internationales

Pour la deuxième année consécutive, l'environnement figure en tête des préoccupations internationales des Canadiens. C'est ainsi que le quart des répondants (25 %) estime qu'il devrait s'agir de l'enjeu international le plus important pour le Canada. Cela représente une légère augmentation, de l'ordre de 4 points, depuis 2005 : 21 % des répondants étaient alors de cet avis. Par ailleurs, c'est là une augmentation importante par rapport à 2004, puisque 14 % des répondants avaient cité l'environnement.

Selon les Canadiens, les autres préoccupations internationales auxquelles doit faire face le Canada au XXI^e siècle sont les suivantes : la guerre (13 %), le terrorisme (9 %), la faim dans le monde (8 %), l'Afghanistan (6 %) et le risque d'une récession économique (4 %).

Le pourcentage des Canadiens préoccupés par la guerre a bondi de 6 points, passant de 7 % en 2005 à 13 % en 2006. Le terrorisme interpelle toujours un même pourcentage de Canadiens, à savoir 9 %. La faim dans le monde préoccupait 8 % des répondants en 2006, contre 11 % en 2005. Toutefois, s'agissant de l'Afghanistan, notamment sous l'effet de la médiatisation de la mort de militaires canadiens, cette question figure désormais en tête des préoccupations de 6 % des répondants, contre à peine 1 % en 2005. Pour ce qui est du risque d'une récession économique, le pourcentage est demeuré le même, à savoir 4 %.

Principales préoccupations internationales

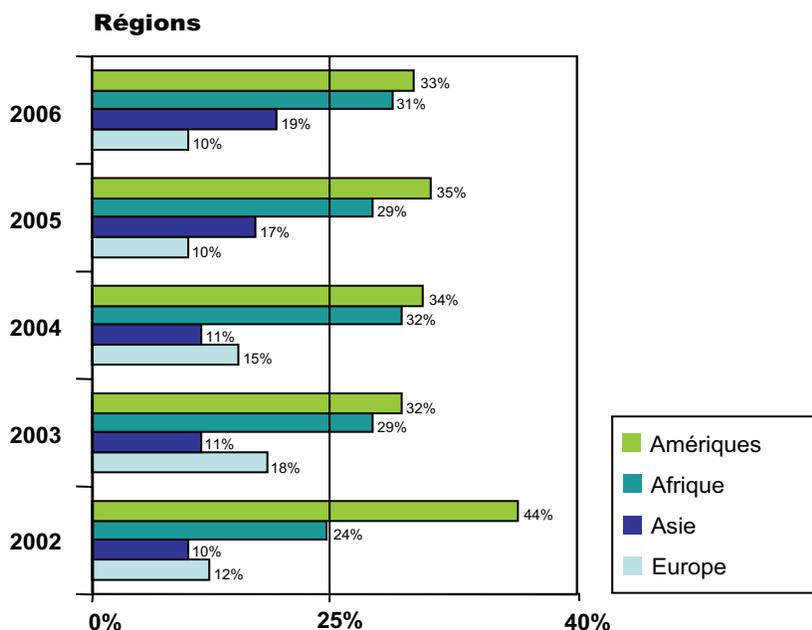


En ce qui concerne les résultats par région, ce sont les résidents de la Colombie-Britannique et de l'Atlantique qui sont les plus préoccupés par l'environnement (33 % et 31 % respectivement), suivis de ceux de l'Ontario (28 %), des Prairies (22 %) et du Québec (17 %). Par ailleurs, plus les répondants ont étudié longtemps, plus ils se soucient de l'environnement. De même, le pourcentage des femmes préoccupées par cette question est légèrement supérieur à celui des hommes. Enfin, plus les répondants étaient âgés, plus ils se sentaient interpellés par cette question.

Par ailleurs, les Québécois sont les plus préoccupés par la guerre/l'absence de paix (19 %) et par la pauvreté et la faim dans le monde (14 %). Dans les provinces de l'Atlantique, un plus grand nombre de répondants (10 %) que dans le reste du Canada (6 %) disent être préoccupés par l'Afghanistan. Le terrorisme arrive en tête des préoccupations des résidents de l'Ontario et des Prairies (12 % respectivement).

Les régions et leur importance pour le Canada

En 2006, les Canadiens considèrent toujours les Amériques comme la région la plus importante pour le Canada (33 %), mais ce pourcentage est légèrement inférieur à celui enregistré en 2005 alors que 35 % des répondants étaient de cet avis. L'Afrique arrive presque à égalité avec les Amériques : 31 % des Canadiens estiment qu'il s'agit là de la région la plus importante pour le Canada. Par ailleurs, depuis le sondage de référence de 2002 – où 44 % des répondants accordaient la priorité aux Amériques, contre seulement 24 % pour l'Afrique – l'écart entre l'importance accordée à l'une ou l'autre région se situe près ou à l'intérieur de la marge d'erreur. Près d'un Canadien sur cinq (19 %) estime que l'Asie est la région la plus importante pour le Canada, contre seulement 10 % qui citent l'Europe.



Selon les résultats par région, les résidents de l'Atlantique sont les plus nombreux à évoquer l'importance des Amériques pour le Canada (40 %), suivis des répondants du Québec, de l'Ontario et des Prairies (33 % respectivement), puis de la Colombie-Britannique (27 %). Un peu plus du tiers des Québécois (36 %) affirment que l'Afrique est la région la plus importante pour le Canada. Ils sont suivis des résidents de l'Atlantique (32 %), de la Colombie-Britannique (31 %), de l'Ontario (30 %) et des Prairies (25 %). L'Asie revêt une plus grande importance aux yeux des résidents de la Colombie-Britannique (30 %) et des Prairies (24 %) que de ceux du reste du Canada (17 %). Ce sont les répondants des Prairies (12 %) qui accordent la plus grande importance à l'Europe, alors que c'est en Colombie-Britannique que cette région recueille le moins grand nombre de mentions (5%).

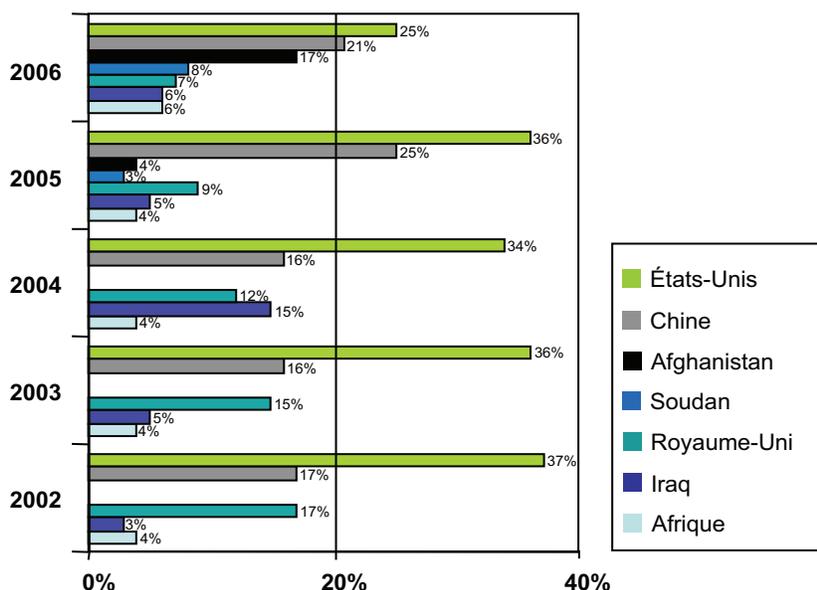
Par ailleurs, un plus grand nombre d'hommes que de femmes estiment que les Amériques constituent la région la plus importante pour le Canada. Toutefois, un plus grand nombre de femmes que d'hommes citent l'Afrique (36 %) à cet égard, et ce, par la marge statistique importante de 11 points. De même, l'importance accordée à l'une ou l'autre région est inversement proportionnelle à l'âge des répondants : plus les répondants sont âgés, plus ils estiment que les Amériques sont importantes pour le Canada. À l'opposé, les jeunes Canadiens sont plus nombreux à accorder une importance prioritaire à l'Afrique, une tendance qui va en diminuant à mesure que l'âge augmente.

Les pays et leur importance pour le Canada

En matière de politique étrangère, les Canadiens estiment qu'en 2006 ce sont les États-Unis qui doivent être la priorité. En réponse à une question ouverte, 25 % des répondants ont affirmé que les États-Unis devaient figurer en tête des priorités de la politique étrangère, ce qui représente une baisse de 11 points depuis 2005 alors que 35 % des Canadiens étaient de cet avis. La Chine arrive au deuxième rang (21 %), ce qui représente également une légère baisse par rapport aux 25 % enregistrés en 2005. Toutefois, de manière générale, depuis 2004, les Canadiens sont conscients que la Chine joue un rôle de plus en plus important sur la scène internationale.

L'Afghanistan, dont on ne parlait pas jusqu'en 2005, arrive désormais en troisième place en 2006, après une progression de 13 points depuis 2005. C'est ainsi que 17 % des Canadiens déclarent qu'il s'agit désormais de l'enjeu de politique étrangère le plus important pour le Canada. Le Soudan, lui aussi, figure au rang des priorités de politique étrangère depuis ces deux dernières années, puisque 8 % des répondants y voient un enjeu prioritaire pour le Canada. En ce qui concerne le Royaume-Uni, maintenant en cinquième place (7 %), les Canadiens estiment que ce pays est de moins en moins important du point de vue de la politique étrangère; cette tendance à la baisse se manifeste depuis le sondage de référence de 2002. Enfin, l'Iraq et l'Afrique se disputent la sixième place, chacun avec 6 % des suffrages. Toutefois, l'Iraq ne revêt plus, pour les Canadiens, la même importance qu'en 2004.

Les pays et leur importance pour le Canada



Les résultats par région indiquent peu de divergence quant à l'importance et à la priorité que les États-Unis représentent dans la politique étrangère canadienne; en tête de liste se trouvent les répondants de l'Atlantique qui sont 29 % à être de cet avis et ceux du Québec ferment la marche à 22 %. Comme il fallait s'y attendre, les répondants de la Colombie-Britannique (35 %) attachent une plus grande importance à la Chine qu'aux États-Unis. De même, le quart des répondants ontariens (25 %) estiment, eux aussi, que la Chine doit être une priorité pour le Canada. Ils sont suivis en cela par les résidents des Prairies (19 %), ceux

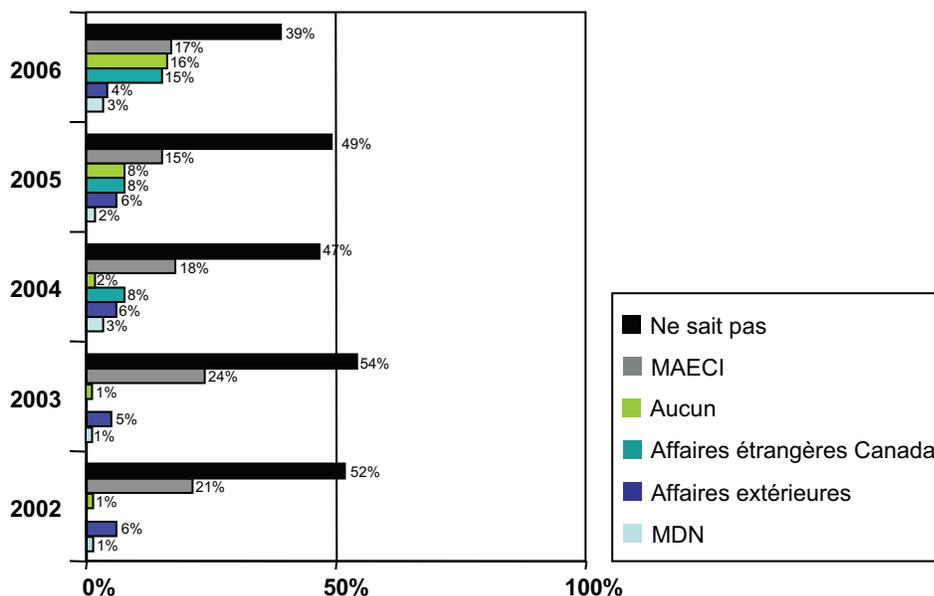
de l'Atlantique (16 %) et du Québec (15 %). Pour ce qui est de l'Afghanistan, les divergences régionales sont négligeables : ce sont les répondants de la Colombie-Britannique et de l'Ontario qui sont les plus convaincus de l'importance de ce pays (18 %), contre 13 % au Québec. Enfin, s'agissant du Soudan, il s'agit d'un enjeu prioritaire pour 15 % des Québécois, suivis des Britanno-Colombiens (12 %), des Ontariens et des résidents de l'Atlantique (10 % dans les deux cas), puis de ceux des Prairies (4 %).

Par ailleurs, les hommes ainsi que les personnes à revenu élevé et fortement scolarisées sont les premiers à être convaincus de l'importance des États-Unis, de la Chine et de l'Afghanistan. Par contre, un plus grand nombre de femmes citent l'importance pour la politique étrangère de pays comme le Soudan, l'Afrique du Sud, l'Iraq, le Rwanda et le Royaume-Uni.

La connaissance du Ministère

En ce qui concerne son appellation officielle, le Ministère souffre toujours d'une crise d'identité. Une majorité de Canadiens (55 %) déclarent en effet ne pas savoir quel ministère représente les intérêts du Canada à l'étranger (39 %), ou affirme qu'aucun ministère n'exerce cette responsabilité (16 %). Selon les données de référence, il semble qu'un grand nombre de Canadiens ne connaissent pas, avec certitude, le nom officiel de leur ministère des Affaires étrangères. Selon les données de référence, même si cela demeure vrai dans l'ensemble, en revanche, il semble que ce pourcentage diminue depuis 2003. Seulement 17 % des répondants connaissent l'appellation « MAECI », et 15 % ont cité l'ancien nom, à savoir « Affaires étrangères Canada », utilisé brièvement lorsque le gouvernement envisageait de créer deux ministères séparés – l'un pour le Commerce international et l'autre, pour les Affaires étrangères. Si le nombre de Canadiens qui connaissent l'acronyme « MAECI » a augmenté légèrement depuis 2005, en l'occurrence de 2 points, il convient de noter une augmentation de 7 points du nombre de répondants se disant convaincus que le nom était « Affaires étrangères Canada ». Cela laisse penser que cette appellation est plus facile à retenir et interpelle davantage le public.

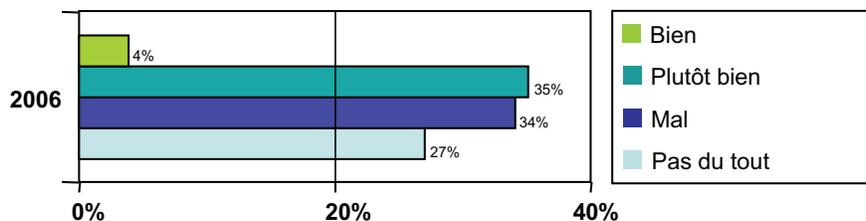
Les Canadiens peuvent-ils nommer le Ministère?



Les Québécois sont plus nombreux à connaître l'appellation « MAECI » (24 %) que les répondants du reste du Canada (15 %). Par ailleurs, les répondants du reste du Canada (19 %) connaissent mieux l'appellation « Affaires étrangères Canada » que les Québécois (5 %). Le nombre de répondants qui connaissent le nom exact du Ministère augmente légèrement en fonction du niveau de revenu. De plus, ce sont les Canadiens titulaires d'un diplôme universitaire qui sont les plus nombreux à connaître ce nom. Dans une proportion de 18 % contre 15 %, les hommes sont plus susceptibles que les femmes de se rappeler de ce nom.

À la question de savoir s'ils connaissaient le Ministère, seulement 4 % des Canadiens ont dit bien le connaître, alors que 35 % ont répondu « plutôt bien ». Par ailleurs, plus de trois Canadiens sur cinq (61 %) déclarent mal connaître ou ne pas connaître du tout les activités du Ministère.

Niveau de connaissance du ministère



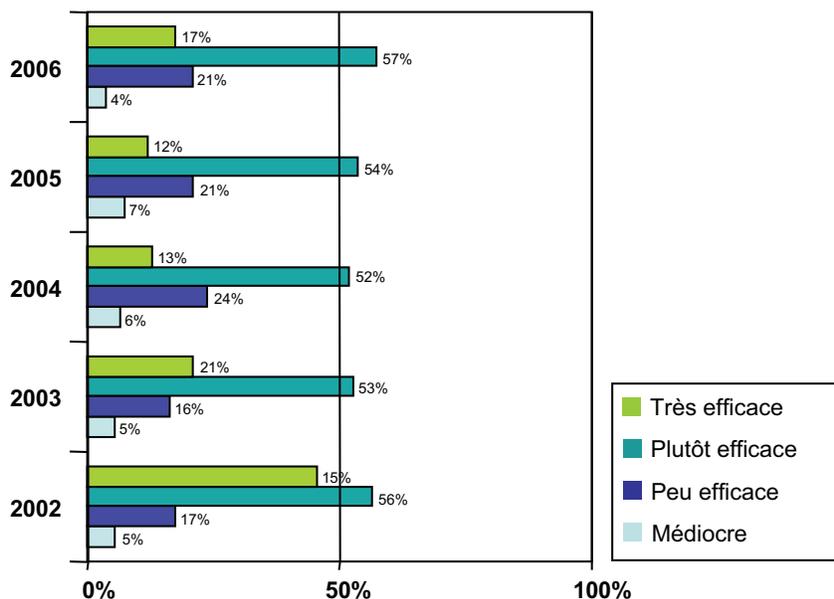
Ce sont les résidents de l'Ontario et de la Colombie-Britannique qui connaissent le mieux le Ministère (45 % respectivement). Viennent ensuite les résidents de l'Atlantique (40 %), ceux des Prairies (38 %) et du Québec (24 %). De plus, les répondants à revenu élevé connaissent mieux le Ministère que les autres. Ce pourcentage est également plus élevé chez les répondants fortement scolarisés et chez les hommes.

Le rendement du Ministère

Représenter les intérêts du Canada sur la scène internationale

Même si dans l'ensemble ils connaissent mal les activités du Ministère, 74 % des Canadiens déclarent qu'en 2006 les diplomates canadiens représentent efficacement les intérêts du Canada sur la scène internationale. C'est là une augmentation par rapport à 2005, alors que 66 % des répondants étaient de cet avis. Par opposition, à peine le quart (25 %) des répondants estiment que les diplomates canadiens ne représentent pas bien le Canada à l'étranger.

Représenter le Canada sur la scène internationale

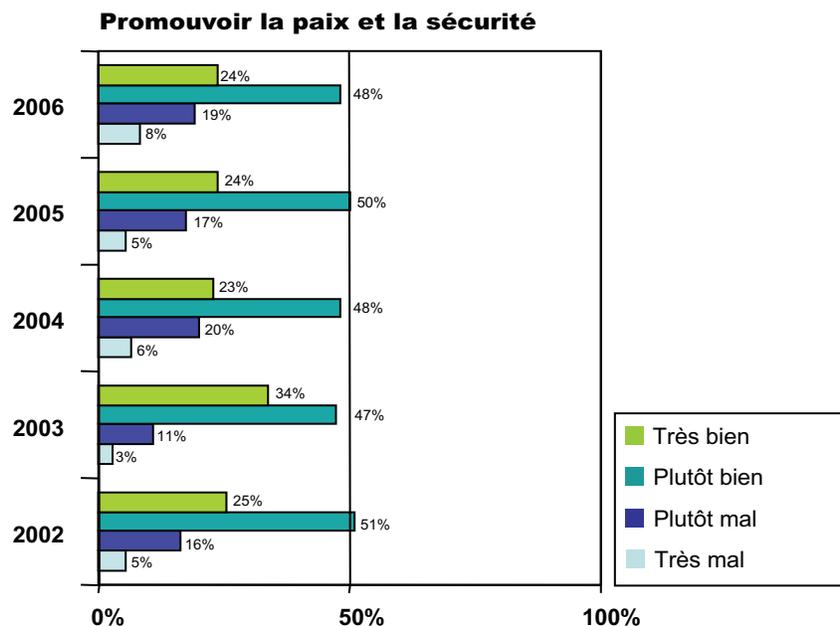


*Les questions sur le rendement ont été posées uniquement aux répondants qui disaient bien ou plutôt bien connaître les activités du Ministère.

L'opinion varie peu d'une région à l'autre. Toutefois, les Canadiens de l'Atlantique (80 %) sont les plus convaincus de l'efficacité des diplomates canadiens. Les Ontariens (73 %) sont les moins nombreux à partager cet avis. Pour tous les autres indices démographiques, les divergences d'opinion sont négligeables.

Promouvoir la paix et la sécurité dans le monde

En matière de paix et de sécurité, force est de constater que le public en 2006 se dit très satisfait des efforts déployés par le Ministère. En effet, 72 % des répondants estiment que les diplomates canadiens s'acquittent bien de leurs responsabilités à cet égard. Ce pourcentage demeure relativement stable depuis 2003, année où 81 % des Canadiens s'étaient dits satisfaits de l'action du Ministère dans ce domaine. Cela découlait probablement de la décision du Canada de ne pas participer à la guerre en Iraq.



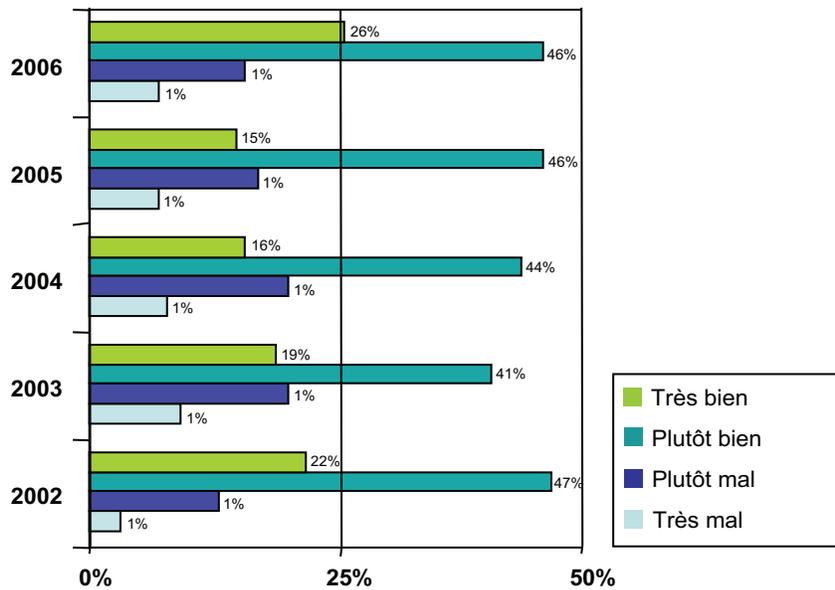
Les pourcentages varient considérablement d'une région à l'autre. Dans les Prairies, plus de quatre résidents sur cinq (81 %) estiment que le Ministère œuvre efficacement en faveur de la paix et de la sécurité dans le monde. Viennent ensuite les résidents de l'Atlantique (80 %), de l'Ontario (75 %), puis ceux de la Colombie-Britannique (63 %) et du Québec (59 %). Pour tous les autres indices démographiques, les différences sont négligeables.

Aider les voyageurs canadiens à l'étranger

Pour ce qui est de la prestation de services consulaires, 72 % des Canadiens déclarent que les représentants consulaires du Ministère à l'étranger s'acquittent bien de leurs tâches (26 % estiment qu'ils s'acquittent très bien de leurs tâches). C'est là une augmentation importante du point de vue statistique, de l'ordre de 11 points depuis 2005. À l'époque, seulement 61 % des répondants étaient de cet avis.

Les Canadiens de toutes les régions se disent très satisfaits de la représentation consulaire. Ce taux est le plus élevé dans la région de l'Atlantique et les Prairies (79 %). C'est au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique (70 % chacun) que ce pourcentage est le plus faible. Les Canadiens à revenu élevé sont les plus nombreux à saluer l'efficacité du Ministère en matière d'affaires consulaires.

Aider les voyageurs canadiens à l'étranger

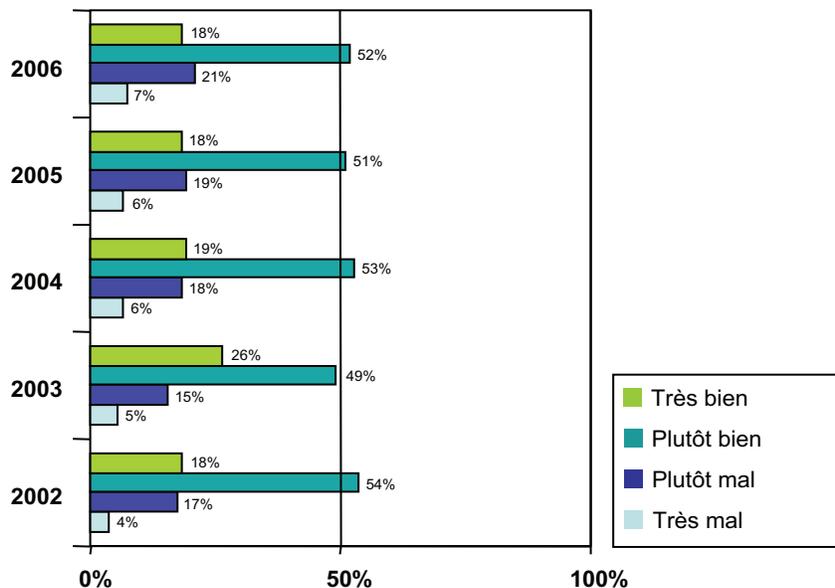


Promouvoir les droits de la personne à l'échelle internationale

Les Canadiens estiment également que le Ministère s'attache à promouvoir avec efficacité les droits de la personne dans le monde (70 %). De ce nombre, 18 % déclarent que le Ministère s'acquitte très bien de son mandat alors que 52 % ont répondu « plutôt bien ». Ces deux dernières années, le pourcentage des répondants canadiens qui saluent l'efficacité des représentants du Ministère est demeuré stable. Toutefois, il a diminué légèrement par rapport à 2004 et encore davantage par rapport à 2003 alors que 75 % des répondants étaient de cet avis.

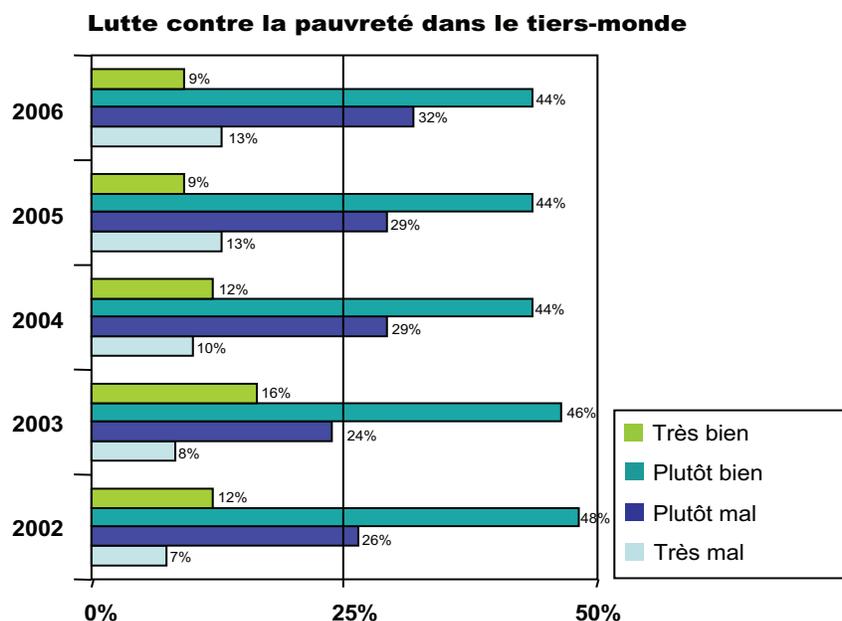
Les résidents des Prairies (76 %) sont les premiers à trouver que le MAECI fait du bon boulot en faveur des droits de la personne dans le monde. Ce pourcentage est légèrement supérieur à celui enregistré dans le reste du Canada (69 %). Les Canadiens qui n'ont pas terminé leurs études secondaires et les titulaires d'un diplôme universitaire (65 % chacun) sont moins nombreux à affirmer que le Canada s'acquitte bien de ses responsabilités dans ce domaine que ceux ayant terminé leurs études secondaires, leurs études collégiales ou ayant étudié quelques années à l'université (74 %).

Promouvoir les droits de la personne dans le monde



La lutte contre la pauvreté dans le tiers-monde

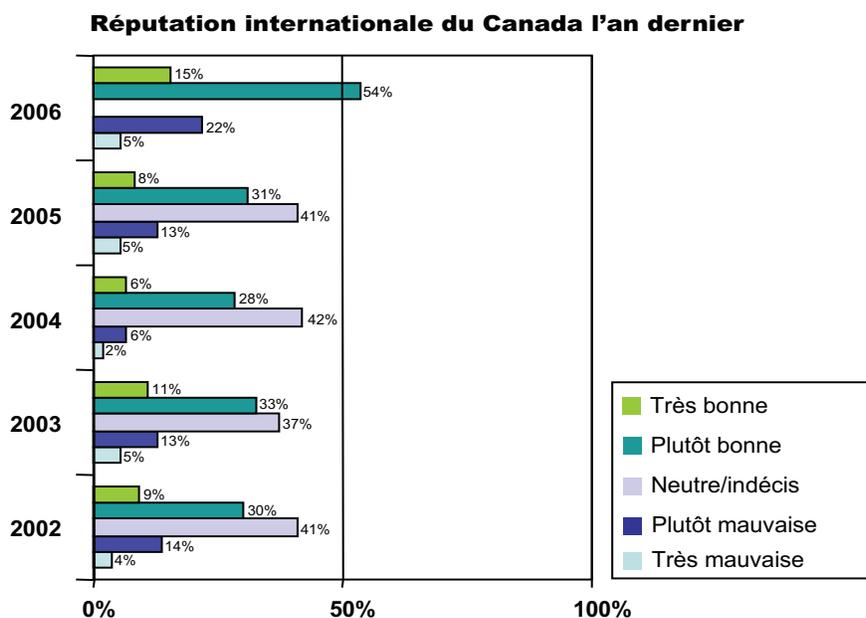
Le Ministère obtient tout juste la note de passage pour ce qui est de la lutte contre la pauvreté dans le tiers-monde : 53 % des répondants saluent son efficacité à cet égard, alors que 45 % affirment le contraire. Ce résultat est le même qu'en 2005.



Par région, ce sont les résidents des Prairies (62 %) qui sont les plus convaincus de l'efficacité de l'action canadienne face à ce problème. Ils sont suivis des résidents de l'Atlantique (60 %), du Québec (58 %), de l'Ontario (50 %) et de la Colombie-Britannique (46 %).

La réputation internationale du Canada

Près de sept Canadiens sur dix (69 %) déclarent que le Canada jouissait d'une bonne réputation internationale au cours de la dernière année (15 % considèrent cette réputation comme excellente). Certes, cela représente une augmentation spectaculaire de 31 points depuis 2005, mais il est à noter que les répondants n'ont plus l'occasion de se dire « neutre » ou « indécis ». À l'opposé, et précisément parce qu'ils n'ont plus ce choix, le pourcentage des répondants qui déploreraient la mauvaise réputation du Canada a augmenté de 9 points seulement.

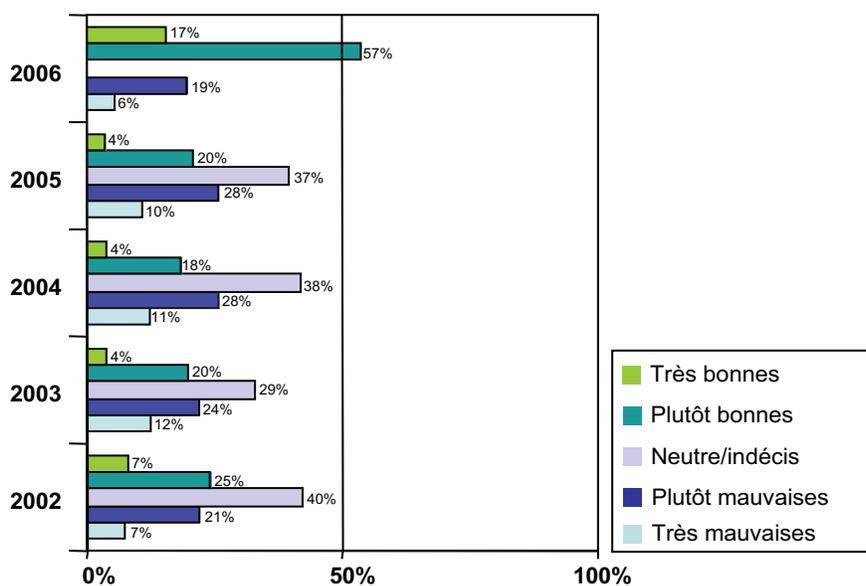


Les réponses varient considérablement d'une région à l'autre. Dans l'Atlantique, 78 % des répondants estimaient que le Canada jouissait d'une bonne réputation internationale en 2006. Ils étaient suivis des résidents des Prairies (75 %), de l'Ontario (70 %), de la Colombie-Britannique (65 %) et du Québec (60 %). Toutes les autres variables démographiques sont négligeables.

Les relations entre le Canada et les États-Unis

Pour près de trois Canadiens sur quatre (80 %), le Canada entretient de bonnes relations avec son partenaire commercial le plus important. De plus, 17 % des répondants estiment que celles-ci sont « très bonnes ». Certes, cela représente une augmentation très importante sur le plan statistique, de l'ordre de 50 points de pourcentage. Toutefois, il convient de préciser que pour l'année 2006, il n'était plus possible de répondre « neutre/indécis ». Cela étant dit, le pourcentage des répondants qui déplorent la piètre qualité de ces relations a chuté de 13 points depuis 2005. Cela laisse supposer que le pourcentage des répondants qui saluent les bonnes relations entre nos deux pays aurait augmenté s'il avait été décidé de maintenir la catégorie « neutre/indécis ». Toutefois, cette augmentation n'aurait pas été aussi importante.

Les relations entre le Canada et les États-Unis



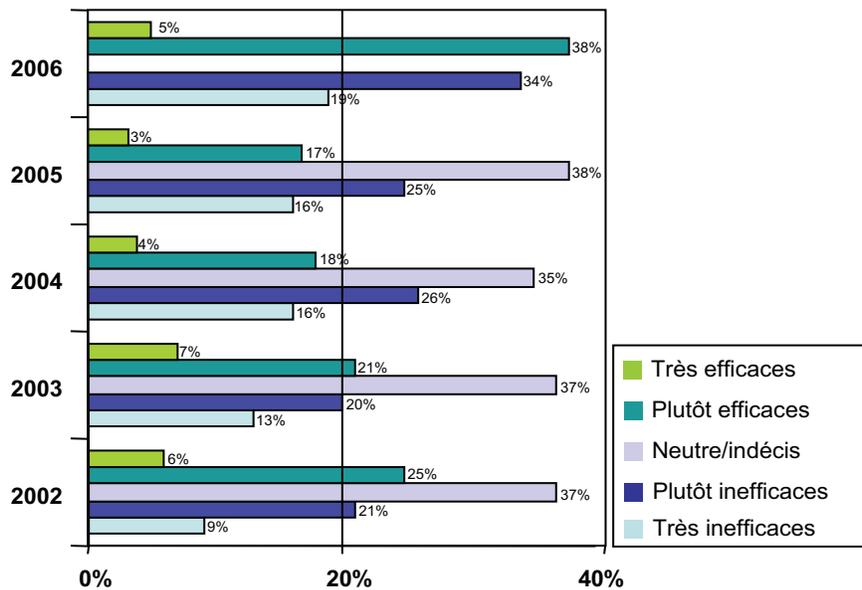
* Pour l'année 2006, il a été décidé d'enlever la catégorie « Neutre/indécis ».

Par région, les Ontariens (78 %) sont les plus enclins à saluer les bonnes relations entre le Canada et les États-Unis. Dans le reste du Canada, 69 % des Canadiens sont de cet avis. Le pourcentage d'hommes (76 %) qui partagent ce point de vue est légèrement supérieur à celui des femmes (71 %).

Les Nations Unies

Une majorité de Canadiens (53 %) estiment qu'en 2006 les Nations Unies sont dysfonctionnelles, alors que 43 % saluent au contraire son efficacité. Comme pour les deux questions précédentes, il a été décidé de ne pas offrir l'option « neutre/indécis », ce qui s'est traduit par des résultats très différents de ceux des années antérieures. En 2005, 38 % des répondants s'étaient rangés dans cette catégorie. De ce nombre, 23 % sont maintenant d'avis que les Nations Unies constituent une organisation efficace, tandis que 12 % d'entre eux affirment plutôt le contraire. Cela permet de penser que, dans l'éventualité où l'option « neutre/indécis » avait été maintenue, les résultats auraient été, dans une très large mesure, semblables à ceux de 2005.

Les Nations Unies



* Pour l'année 2006, il a été décidé d'enlever la catégorie « Neutre/indécis ».

Que ce soit dans la région de l'Atlantique ou en Colombie-Britannique, une majorité de répondants (51 % dans les deux cas) estiment que les Nations Unies représentent une organisation efficace. En revanche, dans le reste du Canada, une majorité de répondants (55 %) sont convaincus du contraire. Dans le sondage de 2005, 87 % des Canadiens souhaitent une réforme des Nations Unies, notamment pour faciliter le déploiement de forces de maintien de la paix capables de protéger les civils dans des régions en conflit comme le Darfour. Cette question n'a pas été posée en 2006.

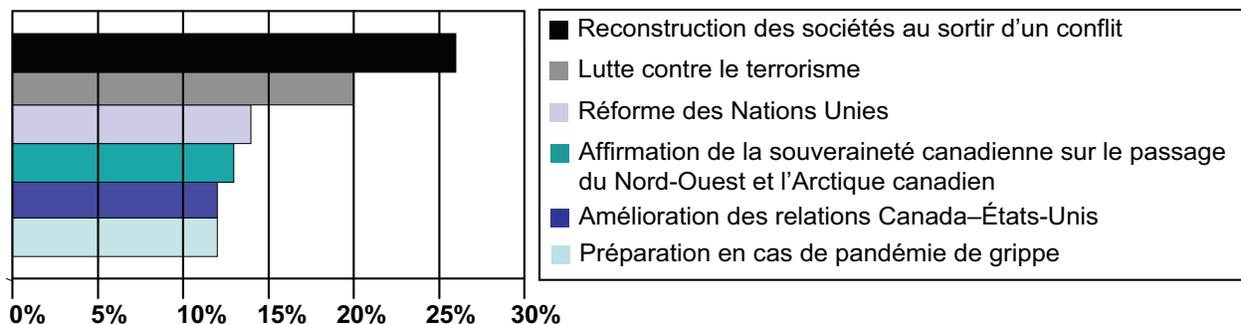
Selon la scolarité, ce sont les Canadiens ayant terminé quelques années d'université qui sont les plus nombreux à déplorer l'inefficacité des Nations Unies (61 %), contre 48 % pour tous les autres groupes concernés. De plus, les hommes (61 %) sont beaucoup plus nombreux que les femmes (46 %) à déplorer l'inefficacité de cette organisation.

Les priorités de la politique internationale

La première priorité

Selon une liste de priorités en matière de politique étrangère transmise aux répondants, 26 % d'entre eux privilégient la reconstruction des sociétés au sortir d'un conflit. Par ailleurs, pour 20 % des répondants, le Canada doit accorder une priorité absolue à la lutte contre le terrorisme. Enfin, pour 14 % d'entre eux, c'est la réforme des Nations Unies qui doit figurer en tête des priorités internationales du Canada.

Première priorité internationale du Canada identifiées par les répondants Canadiens



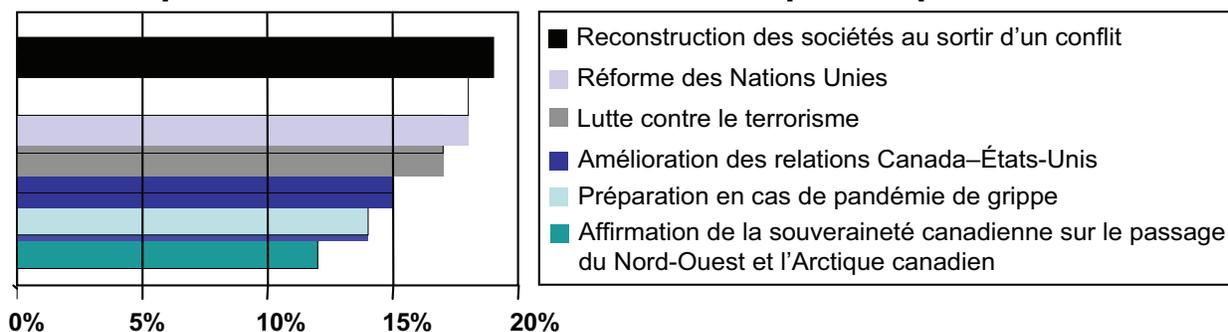
Par région, très peu de divergences ont été constatées : un plus grand nombre de Canadiens de la Colombie-Britannique (19 %) que du reste du Canada (13 %) estiment qu'il faut accorder la priorité à l'affirmation de la souveraineté canadienne dans l'Arctique; les résidents des Prairies sont plus nombreux (16 %) que ceux du reste du Canada (11 %) à privilégier l'amélioration des relations entre le Canada et les États-Unis; pour les résidents de l'Atlantique (18 %), la préparation en cas de pandémie revêt une grande importance, contre 12 % pour le reste du pays.

Le pourcentage de Canadiens qui privilégient la reconstruction dans les régions au sortir d'un conflit s'élève parallèlement au niveau d'études. De plus, il est légèrement supérieur chez les femmes. Par opposition, la lutte contre le terrorisme est surtout considérée comme une priorité par les Canadiens les moins scolarisés. De plus, ce pourcentage est, là aussi, légèrement supérieur chez les femmes. Enfin, il est à noter que ce sont les Canadiens ayant terminé quelques années d'études universitaires, voire plus, qui attachent la plus grande importance à la réforme des Nations Unies.

La deuxième priorité

Dans le sondage, les répondants ont été appelés à se prononcer sur ce que devrait être, selon eux, la deuxième priorité internationale du Canada. C'est ainsi que 19 % d'entre eux ont dit privilégier la reconstruction dans les pays au sortir d'un conflit, suivis de 18 % pour la réforme des Nations Unies. De même, 17 % des répondants accordent la priorité à la lutte contre le terrorisme, 15 % à l'amélioration des relations entre le Canada et les États-Unis, 14 % à la préparation en cas de pandémie de grippe et 12 % à l'affirmation de la souveraineté canadienne sur l'Arctique.

Deuxième priorité internationale du Canada identifiées par les répondants Canadiens



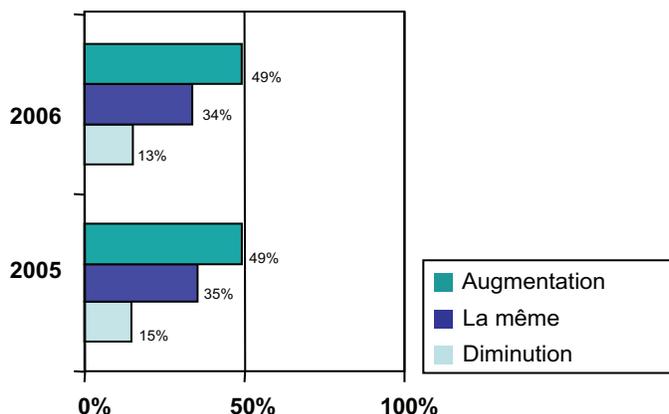
Les Québécois (23 %) sont légèrement plus nombreux que les répondants du reste du Canada (18 %) à donner la priorité à la reconstruction au sortir d'un conflit. Pour leur part, 18 % des résidents des Prairies privilégient avant tout l'amélioration des relations entre le Canada et les États-Unis, contre 14 % dans le reste du Canada. Enfin, les résidents de l'Atlantique (22 %) sont beaucoup plus nombreux que ceux du reste du Canada (13 %) à attacher une importance prioritaire à la préparation en cas de pandémie de grippe.

Le pourcentage des Canadiens qui considèrent comme prioritaire la réforme des Nations Unies augmente suivant la scolarité. De la même manière, le nombre de Canadiens qui mettent un accent prioritaire sur la lutte contre le terrorisme diminue en fonction du niveau d'études. Enfin, un plus grand nombre d'hommes (17 %) que de femmes (12 %) estiment que l'amélioration des relations entre le Canada et les États-Unis constitue une priorité.

L'importance du Canada au cours de la prochaine décennie

Pour près de la moitié des Canadiens (49 %) en 2006, le Canada occupera une place plus importante sur la scène internationale au cours de la prochaine décennie. Par contre, 34 % affirment que cette importance demeurera la même et 13 %, que celle-ci diminuera. Ces chiffres sont presque les mêmes que ceux enregistrés en 2005 ou, sinon, se situent à l'intérieur de la marge d'erreur.

Importance du Canada au cours de la prochaine décennie

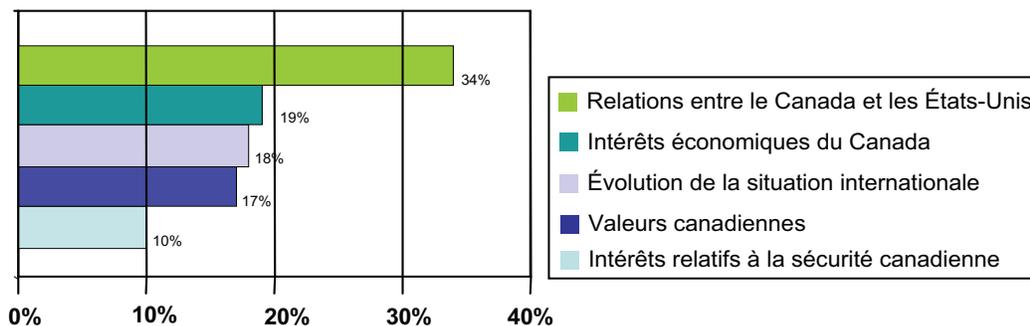


Par région, il importe de noter certaines divergences : 56 % des résidents des Prairies estiment que l'importance du Canada augmentera au cours de la prochaine décennie, suivis des Ontariens (53 %), des Britanno-Colombiens (50 %), des résidents de l'Atlantique (49 %) et des Québécois (46 %). Un plus grand nombre d'hommes (54 %) que de femmes (49 %) partagent ce point de vue.

Les facteurs qui influent sur la politique étrangère du Canada

En ce qui concerne les facteurs qui influent le plus sur la politique étrangère du Canada, plus du tiers des Canadiens (34 %) citent les relations avec les États-Unis. Par ailleurs, 19 % des répondants évoquent les intérêts économiques, et 18 % sont convaincus que c'est l'évolution de la situation internationale qui influe avant tout sur la politique étrangère du Canada. Enfin, 17 % des répondants estiment que la politique étrangère est l'expression des valeurs canadiennes et 10 % qu'elle répond à des intérêts de sécurité.

Principaux facteurs influant sur la politique étrangère du Canada



Les résidents de la Colombie-Britannique et de l'Ontario sont les plus nombreux (38 % dans les deux cas) à penser que les relations du Canada avec les États-Unis influent le plus sur sa politique étrangère. Ils sont suivis en cela des résidents de l'Atlantique (35 %), des Prairies (32 %) et du Québec (26 %). Le quart des Québécois (25 %) estiment que les intérêts économiques constituent le facteur le plus influent, alors que 16 % des répondants du reste du Canada sont de cet avis. Quant à eux, les résidents des Prairies (23 %) pensent que la politique étrangère canadienne est avant tout tributaire de l'évolution de la situation internationale.

S'agissant des répondants qui citent les relations entre le Canada et les États-Unis ou l'évolution de la situation internationale, ceux-ci sont, en règle générale, plus scolarisés que les autres. Par opposition, les répondants les moins scolarisés sont plus nombreux à penser que la politique étrangère du Canada est l'expression des valeurs canadiennes.

Méthodologie

En octobre et novembre 2006, à la demande d'Affaires étrangères Canada, la société Environics Research a réalisé des entrevues téléphoniques auprès de 2021 adultes canadiens. La marge d'erreur de cette enquête est de $\pm 2,2$ %, 19 fois sur 20.

Pour plus d'information, prière de communiquer avec le gestionnaire de la Recherche sur l'opinion publique et de l'évaluation au MAECI, M. Kevin Chappell, en composant le 613-944-0697.